

8^e session de l'Association parlementaire Québec-Massachusetts (APQM)

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec le Massachusetts (DANRMA)
Québec
20 et 21 octobre 2025

Délégation québécoise

- M^{me} Chantale Soucy, vice-présidente de l'Assemblée nationale
- M. Sylvain Lévesque (Chauveau), vice-président de la DANRMA
- M^{me} Désirée McGraw (Notre-Dame-de-Grâce), vice-présidente de la DANRMA
- M. Mathieu Lemay (Masson), vice-président de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)
- Conseillère au protocole
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Contexte

L'Association parlementaire Québec-Massachusetts permet aux élus québécois et américains d'échanger sur des sujets d'intérêt mutuel comme l'éducation, la santé, l'environnement, l'énergie, le développement économique et les affaires culturelles. La dernière session de l'APQM a eu lieu à Boston en octobre 2024 et portait sur le logement et les biotechnologies.

Les thématiques choisies conjointement pour cette 8^e session étaient : l'énergie, le logement et l'impact des écrans chez les jeunes.

Objectifs et résultats

Affirmer la vitalité de la relation entre le Québec et le Massachusetts, et ce, en accord avec la stratégie de l'Assemblée nationale pour ses relations avec les États-Unis.

- Cette rencontre était la 3^e depuis la relance de la relation bilatérale après une interruption qui s'échelonnait de 2018 à 2023.
- En alignement avec l'objectif de l'Assemblée nationale de mobiliser ses réseaux aux États-Unis, les élus de chaque délégation ont réaffirmé l'importance pour les États et les provinces de maintenir des liens étroits. À cet égard, les élus du Massachusetts ont invité les parlementaires québécois à les visiter à Boston en 2026.
- Le délégué général du Québec à Boston a pris part au repas officiel avec la délégation, conformément à l'objectif de l'ANQ d'arrimer ses actions à celles du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) afin de défendre conjointement les intérêts supérieurs du Québec. Les élus du Massachusetts ont également pu s'entretenir brièvement avec le ministre des Relations internationales du Québec, M. Christopher Skeete.
- Les conversations ont été l'occasion de diffuser la position et les priorités du Québec dans le cadre de ses relations avec les États-Unis et de son lien privilégié avec l'État du Massachusetts.

Assister aux diverses séances de travail afin de partager l'expertise du Québec sur les thèmes choisis.

- Un expert d'Hydro-Québec a présenté l'impact des politiques fédérales sur le secteur de l'énergie tant au Québec qu'au Massachusetts. Les élus ont donc pu réaliser l'importance de la collaboration entre nos deux territoires.
- En 2018, un contrat de 20 ans entre le Massachusetts et Hydro-Québec a été signé (9,45 TWh/an). L'engagement d'Hydro-Québec à respecter son partenariat avec le Massachusetts en ce qui concerne l'approvisionnement énergétique a occupé une partie de la discussion avec les élus américains puisque l'aspect du transport n'est pas encore complété.
- Un professeur des HEC Montréal a lui aussi insisté sur l'importance de collaborer dans le secteur de l'énergie, et ce, afin d'assurer une meilleure résilience du réseau énergétique nord-américain. En effet, Le professeur invité a présenté les initiatives potentielles suivantes comme étant des pas dans la bonne direction, mais également comme étant insuffisantes puisqu'elles sont morcelées :

- Le Comité international de l'énergie du Nord-Est (NICE) au sein du forum des gouverneurs et premiers ministres (NEG-ECP);



- L'intégration des enjeux de décarbonisation et de stabilité à long terme dans le mandat du Northeast Power Coordinating Council (NPCC);

- La coordination entre l'Initiative régionale sur les gaz à effet de serre (RGGI), le système du Massachusetts, le projet de marché du carbone de l'État de New York (prévu pour 2027) et le marché commun Québec-Californie.
- La discussion avec le titulaire de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie a évolué autour du fait que l'électricité est trop essentielle pour que l'inaction soit une option puisque son rôle ne fera que croître avec la transition énergétique. Il a été établi que la coopération régionale demeure un facteur clé de résilience et de croissance économique. Tous ont convenu que des partenariats solides entre les États et provinces du Nord-Est seront indispensables pour bâtir un avenir énergétique durable.
- L'organisme Mission Logement a partagé un portrait factuel des enjeux de logement au Québec ainsi que des solutions potentielles afin de favoriser le renouvellement du parc locatif. L'organisme a présenté aux élus américains les principales initiatives mises en œuvre au Québec et au Canada pour répondre à la crise du logement. Il a notamment souligné les programmes publics tels que *Build Canada Homes*, le Programme de subvention de loyers et le PHAQ, qui visent à accroître l'offre de logements abordables et à protéger les locataires. L'organisme a également mis en avant le rôle croissant des partenariats public-privé et des fonds d'investissement (FTQ, Desjardins, CSN) dans le financement de projets novateurs, ainsi que l'utilisation de données et d'outils numériques, comme le projet *Accès Logement Bécancour*, pour optimiser la planification et accélérer les mises en chantier.
- L'équipe de Mission Logement a insisté sur la nécessité d'une approche intégrée combinant réformes réglementaires, simplification administrative et stratégies territoriales adaptées. La discussion avec les élus a donc porté sur les enjeux structurels au Québec ainsi que sur les réalités observées au Massachusetts.
- L'économiste de la Société canadienne d'hypothèque et de logement a offert un tour d'horizon de la situation en logement dans la province. En effet, le marché immobilier québécois affiche des signes clairs de reprise après la période de ralentissement provoquée par la hausse des taux d'intérêt. Les ventes et les prix repartent à la hausse, soutenus par une demande toujours forte, notamment dans le segment locatif.
- Cependant, cette reprise s'inscrit dans un contexte de pénurie structurelle d'offre et de coûts de construction élevés, accentués par les pressions démographiques et migratoires des dernières années. Le ralentissement récent du solde migratoire et de la construction résidentielle n'a pas encore permis d'atténuer le déséquilibre entre l'offre et la demande.
- Le principal défi pour les prochaines années réside dans la capacité du Québec à accélérer la production de logements afin de répondre aux besoins futurs tout en rétablissant l'abordabilité du marché, particulièrement dans la grande région de Montréal.

- La discussion avec l'économiste de la SCHL a essentiellement mis en lumière la différence majeure entre les taux hypothécaires au Québec et au Massachusetts puisque les nôtres sont significativement inférieurs aux leurs ainsi que l'atteinte des cibles de construction de nouvelles unités qui peuvent être de 50 000 au Québec contre 20 000 au Massachusetts.
- Le mardi matin, les élus ont reçu une présentation par la députée de D'Arcy-McGee du rapport de la commission spéciale sur l'impact des écrans chez les jeunes a été l'occasion de partager avec les élus du Massachusetts les recommandations de la commission ainsi que les actions entreprises afin de faire face aux conséquences de l'exposition aux écrans et aux réseaux sociaux chez les jeunes puisque le Massachusetts travaille également à légiférer sur ces questions.
- La discussion a principalement porté sur la mise en œuvre, dès la rentrée 2025, de la recommandation de la Commission spéciale visant à interdire l'usage des cellulaires à l'école et à encadrer plus strictement les outils numériques en classe. Cet échange a permis de partager des pratiques et des réflexions communes sur l'encadrement du numérique à l'école, dans un contexte où les deux juridictions cherchent à trouver un juste équilibre entre les bénéfices pédagogiques des technologies et la protection du développement des élèves.

Statistiques

6 experts et
présentateurs invités

Suivi

S'entretenir avec les membres de la délégation du Massachusetts afin de planifier une potentielle mission à Boston en 2026 ou 2027.

Dépenses

Transport	120 \$
Restauration	3 482 \$
Hébergement	\$
Interprétation	1 750 \$
Divers	355 \$
TOTAL	5 707 \$